Le régime DTSP de la MAS selon la Part 9 du FSMA

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le régime des prestataires de services sur jetons numériques (digital token service providers, DTSP) vise les personnes établies à Singapour qui fournissent des services sur jetons numériques hors de Singapour et qui ne sont pas déjà titulaires d'une licence au titre du PSA, du SFA ou d'une autre loi administrée par la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière). Depuis le 30 juin 2025, une telle personne doit détenir une licence DTSP ou cesser l'activité, et la MAS a déclaré qu'elle n'accorderait de licences que dans des circonstances extrêmement limitées.[1] La liste de contrôle commence donc par la question de savoir si le régime s'applique et si une restructuration n'est pas la meilleure voie. Un groupe qui décide de déposer une demande doit s'attendre à un examen aussi approfondi que pour une licence PSA, la MAS demandant en outre pourquoi l'activité ne peut être exercée sous une licence existante.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Liste de contrôle

- Recenser chaque service sur jetons numériques fourni par toute personne à Singapour (salariés, administrateurs, prestataires) et déterminer si un service est fourni à des personnes situées hors de Singapour.
- Déterminer si l'entité ou la personne physique singapourienne est déjà titulaire d'une licence, exemptée ou réglementée au titre du PSA, du SFA, du Financial Advisers Act ou d'une autre loi, auquel cas la Part 9 ne s'applique pas.
- Si la Part 9 s'applique et que l'activité s'est poursuivie après le 30 juin 2025 sans licence, se faire conseiller sur l'exposition et envisager une démarche volontaire auprès de la MAS.
- Évaluer une restructuration : transférer l'activité réglementée à l'entité suisse ou autre titulaire d'une licence, limiter l'entité singapourienne à des services de groupe non réglementés, documenter qu'aucune personne à Singapour ne négocie, n'effectue d'entrée en relation, n'exécute ni ne conserve.
- En cas de demande : préparer le plan d'affaires, l'explication des raisons pour lesquelles l'activité ne peut être exercée sous une licence PSA ou SFA, et l'analyse de la réglementation applicable dans les juridictions des clients étrangers.
- Justifier le capital de base de 250 000 S$ et le respect des exigences relatives à l'administrateur résident et au responsable de la conformité.
- Préparer le dispositif LBC/FT conforme à la notice DTSP du FSMA et aux normes du GAFI applicables aux PSAV, y compris la mise en œuvre de la travel rule pour les clients étrangers.
- Préparer la documentation relative au risque technologique et à la cyberhygiène.
- Préparer la documentation relative à la gouvernance et aux critères d'honorabilité et de compétence.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Budgétiser la redevance annuelle et les obligations permanentes, qui sont calquées sur celles d'un MPI.

Notes

1. Financial Services and Markets Act 2022, sections 136–141 ; MAS, Response to Feedback Received, 30 mai 2025, par. 2.1–2.6 ; voir Partie K, chapitre V. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com